

L'HEURE DES SATRAPES

LES Despotismes orientaux ont leurs vizirs, leurs janissaires et leurs eunuques du Palais (parmi ces derniers, on peut citer Ilia Ehrenbourg, prix Staline de littérature et calomniateur en chef des libertaires espagnols).

Mais ils ont aussi leurs satrapes. Ceux-ci règnent en tyrans sur les provinces plus ou moins éloignées de l'Empire, y accomplissant les volontés du Maître, ou les leurs propres. Jusqu'au jour où le Despote leur envoie un esclave porteur d'une lettre et d'un lacet de soie. Ils comprennent alors qu'ils ont cessé de plaire...

Ils se prosternent devant la lettre sacrée, tendent leur cou au lacet fatal :

— Et couic, c'est fini !

...Ou bien ils font empaler l'esclave.

Et ils érigent leur satrapie en Royaume, n'en déplaise au Despote qui, parfois, en crève d'un coup de sang.

Le Maréchal Tito n'a pas agi autrement vis-à-vis des ordres récents de son supérieur hiérarchique, le Généralissime Staline. Que feront demain les vizirs Dimitroff, Markos, Gottwald, Grossa, etc. ?

Qu'auraient fait, à la place du Tito, MM. Pieck, Thorez et Duclos, Togliatti et Tutti Quanti — satrapes in partibus infidelium ?

Leurs convictions, ou à défaut leur frousse et leur bêtise, eussent-elles été suffisantes pour faire d'eux des « guillotinés par persuasion » ?

Voilà pourtant à quoi tient le sort des Empires.

Staline le sait bien, lui qui commença sa carrière sous Trotzky, comme satrapie de Tzaritsine. Lisez dans le journal les récits de Trotzky, et vous verrez — soit dit entre parenthèses — qui avait « donné » cette ville au Géorgien — avec droit de réquisition personnelle sur tous les biens, et de mort sur tous les habitants.

Le Géorgien avait les dents longues et le fit bien voir. Et comme Trotzky n'était pas en mesure de lui arracher sa proie et de punir son indiscipline (il y avait par là quelques armées blanches), la petite satrapie devint principauté. Après avoir terrorisé Tzaritsine, et l'avoir plus ou moins défendue, Staline lui donna son nom : Stalingrad.

Quelques années plus tard il régnait sur le cinquième du globe où se construit le socialisme dans la joie et la liberté.

Dans ce pays sans crise, il en est une — la plus inattendue, dirait-on — qui doit donner bien des soucis au « Vieux de la Montagne ».

(Suite page 2)

Aux avants-Postes DE BERLIN

APPAREMMENT la situation diplomatique-militaire de Berlin n'a pas évolué en bien ni en mal. Malgré les notes diplomatiques, les réunions de Londres et de Francfort, les démarches de Robertson, elle reste officiellement stationnaire.

Pourtant il faut noter que les Russes ont cessé d'exiger que les « occidentaux » abandonnent Berlin, malgré une raideur de circonstances, ils essayent par des biais savants de provoquer cette ultime conversation à quatre où serait une fois pour toutes réglé à leur avantage — du moins l'espèrent-ils — le problème allemand.

La radio de Moscou annonce que : « La déclaration de Varsovie ouvre le chemin à la collaboration de toutes les puissances pour la solution du problème allemand et Modzelewski, ministre des Affaires étrangères polonais, dans une déclaration, confirme implicitement que la conférence des « Huit » est une proposition de pourparlers et non une prise de position définitive.

La suppression de la Kommandantura par les Russes n'a pas soulevé une bien vive émotion. Ce geste qui supprime un échelon intermédiaire ou risquerait de s'enliser les tractations, a été en général interprété comme un des aspects de la volonté russe d'élever le débat à l'audience gouvernementale.

Il est d'ailleurs assez curieux de constater que la réponse à la lettre que Robertson fit parvenir à Sokolowski, fut envoyée au secrétariat du Conseil de Contrôle et qu'ainsi, en pleine crise, une réunion de ce Conseil put avoir lieu, pour la première fois depuis le 20 mars, sans aucun résultat d'ailleurs.

Les Occidentaux, de leur côté, ne sont pas dupes des raideurs officielles russes. Ils savent que les volontés, les exigences soviétiques ne sont que des mesures de chantage, et une exploitation exacerbée des avantages militaires qu'ils possèdent en Europe. Aussi les voit-on affiler de l'avant. Bevin et Marshall affirment leur volonté de rester à Berlin; les Russes ne répondent pas.

Ils convoquent les ministres-présidents allemands de la Trizone. Mais là, leur secret désir de faire endosser à ces ministres la plus grande part de responsabilité dans la coupure de l'Allemagne échoue, au grand désappointement de Clay.

Pourtant, ayant conscience que les difficultés techniques à Berlin — ravitaillement, charbon, etc. — ne sauraient se prolonger encore bien longtemps et

ce, malgré le succès du mark-dollar, ils se sentent pousser à faire des ouvertures. A la conférence de Londres où discutent Douglas, Massigli et Stang,

(Suite page 4)

CARNAVAL DE LA SEMAINE

COMPTE RENDU PARLEMENTAIRE
DE NOTRE ENVOYE CLANDESTIN

N'étant ni journaliste, ni député, j'ai dû utiliser les ruses spécialement mises au point par les services secrets de la F.A. pour m'introduire dans l'enceinte du Palais-Bourbon.

Et, lorsque la séance s'ouvrit, j'étais blotti sous le fauteuil présidentiel. Personne ne m'avait vu !

J'avais l'impression d'être un correspondant de guerre qui, flânant dans une casemate suit d'un héroïque stylo, les péripéties de la bataille.

Herriot présidait. Heureusement. Son épanouissement charnel, majestueux et débordant et la fumée de sa pipe m'offrirent une cachette sûre.

Tillon monta à la tribune.

Tillon : Vireux lubrique !

Maroselli : Vous en êtes une autre !

Tillon : C'est vous le fossyeur de l'aviation française !

Maroselli : C'est vous !

Tillon : C'est vous !

Cachin : Sublime !

Tillon : Vos accusations ne reposent sur aucun fait précis.

Tillon : Vous feriez mieux de vous taire, Monsieur Teyssier, vous qui avez placé partout des créatures de Vichy !

Teyssier : Voyons ! Voyons ! Pourquoi tant d'horimones ! Lorsque nous étions ensemble dans le même gouvernement, nous nous entendions parfaitement !

Chœur communiste : Vendu ! Traître ! A Vichy ! Collabo !

Herriot : Messieurs, du calme !

Thorez : La France avant tout !

Pleven : Qu'il me soit permis ici de rendre hommage à l'esprit d'autorité

TITO... Dans la poubelle des maréchaux « Stalino-Lénino-Marxistes »

L'EVOLUTION rapide de la situation en Yougoslavie, la parcellisation d'informations sérieuses, impartiales, oblige le commentateur qui veut expliquer l'évolution de la crise, comme le lecteur avide de précisions, à se cantonner dans une sage réserve envers les documents officiels ou officieux plus ou moins contrôlés par l'un des deux clans en présence.

La confusion ainsi créée est telle que pour les uns, la « rébellion » déclenchée par Tito contre Moscou, est un raidissement « gauchiste », une protestation du parti yougoslave contre ce qu'il nomme les capitulations du Kremlin devant les « réactionnaires occidentaux » ; et il semble que Tito, par ses revendications territoriales comme par son intransigence doctrinale, ait tout fait pour empêcher une entente à

l'amiable des deux blocs qui luttaient depuis la fin de la guerre, pour établir leur hégémonie sur l'Europe. Pour d'autres, la crise que traverse la Yougoslavie semble indiquer un glissement vers la droite, une tentative de Tito pour renouer les relations économiques avec les puissances occidentales et de se détacher de la rude discipline imposée par Moscou à ses satellites ; les accusations portées par le Kominform contre le P. C. yougoslave, le caractère nationaliste qui s'accroît de jour en jour, les déclarations officielles, la révélation des négociations secrètes existantes entre l'Amérique et la Yougoslavie, appuient cette autre thèse.

Il semble bien qu'il y ait du vrai dans ces deux manières de juger la chose. Si le caractère nationaliste que prend cette querelle est incontestable, l'intransigence de Tito ne l'est pas moins et peut s'expliquer par sa volonté de grouper au

tour de lui les puissances de l'Europe balkanique et de transformer Belgrade en une Mecque rivale de Moscou. Ceci s'explique d'autant plus aisément, que Tito n'a pas été sans sentir la méfiance que soulevait en Pologne et en Tchécoslovaquie la politique de la Russie vis-à-vis de l'Allemagne. Ainsi que nous le disions la semaine dernière, les partis communistes de ces pays ont poussé trop vite, pour avoir entièrement digéré la tactique du « nationalisme à l'écluse ». Les éléments les plus neufs en sont encore au nationalisme traditionnel, renforcé par la démagogie communiste de l'après-guerre. Varsovie comme Prague voient avec méfiance la reconstitution d'un nouvel Etat allemand fortement centralisé, surtout si cet Etat est communiste, c'est-à-dire susceptible d'être fortement appuyé par la Russie. Pour la Pologne, surtout, c'est la menace d'une rectification de frontières à l'Ouest sans espoir de compensation à l'Est.

Il ne semble d'ailleurs pas que tout ce remue-ménage ait été concerté avec les Etats-Unis, comme voudrait nous le faire croire la presse communiste, car dans ce cas on ne s'expliquerait pas la maladresse de Marshall déboulant rapidement les avoirs yougoslaves et fournissant ainsi des armes efficaces aux adversaires de Tito. Il semble plutôt que le département d'Etat ait été surpris par

(SUITE PAGE 2)

A CLERMONT-FERRAND

Luttes et trahisons

Quelques semaines nous séparent à peine des douloureux événements de Clermont. Déjà, à la lueur des faits, on peut mesurer toute l'étendue de la défaite ouvrière. Car malgré les affirmations erronées et les déclarations sans consistance de la C.G.T., il s'agit d'une défaite cruellement ressentie par les travailleurs.

Le prolétariat clermontois a été conduit à la grève et à la lutte ouverte contre les fils de J. Moch à la suite de revendications justifiées et défendues par tous. Accablé de misère, dans une ville où le coût de la vie atteint des proportions fantastiques, du fait du pillage de toutes sortes de mercantiles, décidé à mener la lutte, le peuple ouvrier de Clermont voulait obtenir la victoire. Mais les fonctionnaires cégétistes de l'Union Départementale des Syndicats, bien loin de conduire l'action se sont livrés avec le patronat à des marchandages ignobles. Ils ont capitulé et ont donné l'ordre de reprise du travail avant même que les tribunaux se soient prononcés sur le sort des militants emprisonnés.

Chez Ollier

Dès le lundi 21 juin, 4 jours après les émeutes, ALBARET, du Syndicat des Métaux invitait les métallurgistes de chez OLLIER à réintégrer leur usine, avec comme avantages 9 et 11 % d'augmentation, mais par contre, la suppression de la prime d'assiduité. Et il osait affirmer devant les compagnons décidés résolument à continuer la lutte, qu'il rapportait des satisfactions justifiant une reprise immédiate ! Pas un seul mot ce jour-là n'a été dit par ce fonctionnaire de syndicat, sur nos camarades emprisonnés.

(SUITE PAGE 4)

Le manifeste atomique

TOUS les savants « atomiques » américains, Einstein en tête, viennent de publier un manifeste.

En matière d'hypocrisie, on ne fait pas mieux, et nous pensons qu'il convient de remettre les choses au point et ces savants à leur place.

Car ce sont eux les apprentis sorciers, se sont eux qui, chaque jour et depuis des années, recherchent les formules les plus efficaces de bombes destinées à la destruction pure et simple de l'humanité. Ce sont eux les premiers coupables.

Coupables de mettre la science au service du crime.

Coupables de donner des armes effroyables aux sordides intérêts financiers. Coupables d'accepter privilèges, gras honoraires et distinctions honorifiques pour leurs meurtriers travaux.

Coupables et complices.

Complices et cheville ouvrière de l'entreprise de destruction universelle qui se prépare.

Complices des Etats et cliques guerrières.

Complices de toute cette superstructure faite de gloire puante, de patriotisme cannibale, d'arc de triomphe, de drapeaux, de Maréchaux, de similitude de peuples, de mensonge, de haine savamment distillée dans les cornues diplomatiques, de propagande fielleuse, tendancieuse, de croyance aux idées en carton-pâte ou en chair et en os.

Complices des Etats, des généraux, des curés, complices de tout ce qui écrase, asservit, avilit, rabaisse l'homme au niveau d'une machine numérotée, cataloguée, exploitée.

Ils auraient dû refuser !

Ils auraient dû dire non !

Leur appel à la concorde universelle, après avoir soigneusement préparé l'arme de la destruction totale, est une monstrueuse hypocrisie.

Si se gardent bien de réclamer la libération absolue des hommes, et leur projet d'Etat mondial n'est autre chose que l'écrasement définitif des peuples par un bloc formé d'une mosaïque de nations disparates, et qui serait dirigé par la même clique de profiteurs, de démagogues, de technocrates les et de savants assoiffés d'honneurs prébendes.

Ils se disent citoyens d'une même communauté mondiale, placés devant un péril commun. Et ce sont eux qui ont forgé ce péril de toutes pièces et qui en sont récompensés par leur maître : l'Etat.

Un seul parmi ces savants refuse, à l'heure actuelle, de dévoiler le résultat de ses recherches, parce qu'il n'ignore pas qu'elles seraient utilisées uniquement à des fins impérialistes et guerrières.

Naturellement, il a été exclu de la distribution des rubans, colifichets et prébendes. Il s'agit de Norbert Wiener, savant américain, qui a annoncé « ...qu'à l'avenir il ne publierait plus le résultat de ses travaux, afin d'éviter qu'il puisse servir au militarisme irresponsable ».

Celui-là seul est honorable. Les autres sont des malfaiteurs.

Jean CLARA.

Crevons pour l'armée

Où, nous crevons pour que vive l'armée. Nous crevons des taudis, des bas salaires, des heures supplémentaires, nous crevons en Indochine, nous crevons dans les casernes, nous creverons bientôt pour la patrie. Même pas. Même plus pour ce mythe sanglant. Même pas pour Truman ou pour Staline. Nous creverons pour rien ! Nous creverons pour l'armée ! Montgomery qui vient d'arriver en France y compte. Il est là pour ça. C'est son métier de faire crever les hommes et il sera suivi et obéi avec enthousiasme par tous ses confrères licenciés « à l'assassinat ».

Trois cent neuf milliards avoués pour la guerre. Trois cent neuf milliards demandés par le « socialiste »

Guesclou. Trois cent neuf milliards votés par tous les pitres après quelques hypocrites velléités d'opposition.

Tout le monde au travail, tout le monde à la production ! La France sera défendue sur le territoire, a-t-on proclamé. Et l'on pourra « tenir » quelques semaines !

(SUITE PAGE 2)

Le Congrès S.F.I.O.

des discours réformistes
des projets conformistes
par les eunuques du régime

ANTIFASCISTES !

Tous à la Mutualité

LE DIMANCHE 11 JUILLET, à 9 h. du matin

VOIR PAGE 2.



LES RÉFLEXES DU PASSANT

La Queue

Et partout, on attend son tour avec un calme authentiquement patriotique et républicain. Avec une philosophie remarquable : une sagesse qu'envierait Gandhi, un vertueux mépris du temps, et une extraordinaire dignité dans le renoncement.

Mais, là où je ne comprends plus, c'est que l'on fait la queue pour le cinéma !

Passer encore d'acheter un plaisir plus ou moins flétri, passer encore d'être réduit à payer pour se faire empoisonner l'esprit et les poumons ! Passer encore d'être obtus au point de ne savoir trouver dans l'inepuisable richesse des lectures et de la pensée le délassement supérieur ! Mais de surcroît, plâtrer sur place pendant longtemps, redevenir troupeau après l'avoir été toute la semaine, être un adorateur de vedettes alors que l'on est déjà un adorateur de tant d'autres idoles plus ou moins putréfiées, voilà ce qui dépasse l'entendement !

Et tous les gens que je voyais en ce triste dimanche, faire la queue pour aller s'abrutir, avaient l'air très sérieux, très absorbés ! Ils étaient sûrement convaincus qu'il n'y a pas de roses sans épines et pas de bonheur sans queue... !

Des profondeurs réflexives m'ayant assailli de mon incontestable supériorité spirituelle, j'ai jugé qu'il serait bon de me défendre un peu. Alors, j'ai été au cinéma ! Et j'ai fait la queue ! Comme les autres...

LES SATRAPES

(Suite la 1^{re} page)

C'est la crise des domestiques.

Depuis vingt ans, Staline sélectionne avec soin sa « lavotchka » (1). Des gens assez fins pour lui être utiles, assez bornés pour avoir besoin de lui, assez tarés pour être à sa merci, assez populaires pour soulever l'enthousiasme des foules — avec un peu de technique et de réflexologie dans l'agit-prop.

Quand on dit qu'il sélectionne, c'est le mot. La consommation d'hommes est effarante. Quel déchet pour avoir du personnel à peu près stylé !

Et voilà que malgré tout... Ah ! les ingrats ! ! !

*

L'heure est grave pour le Kominform.

Un exemple comme celui de Tito risque d'être contagieux. L'empire de Staline va-t-il se désagréger ? Comme celui de Napoléon, lorsque, voyant l'étoile pâlir, ses plus « fidèles » lieutenants, les Murat, les Bernadotte (qu'il avait fait rois mais qui l'avaient bien, un peu, fait empereur aussi) commencèrent à négocier avec l'Anglais la conservation de leurs royaumes. Il n'est pas jusqu'aux frères de l'Empereur... Mais c'est une autre histoire.

Ce qui nous intéresse, c'est le retentissement de la déviation « titiste » sur le sort des peuples balkaniques, danubiens, européens en général. Et sur le nôtre par la même occasion.

Non pas que nous espérons rien d'un dictateur qui n'est — stalinien ou non — qu'un fasciste comme un autre.

Tito est peut-être le suprême espoir de la Quatrième Internationale. Elle a, incontestablement, besoin d'un chef de renouveau. Mais la Quatrième Internationale n'est sûrement pas le suprême espoir de Tito. A notre avis, celui-ci guignera plutôt du côté de l'Intelligence Service. Tout cela est, au fond, sans importance.

Mais ce qui ne l'est pas, c'est ce qu'il démontre la loi inhérente aux régimes de fer, aux dictatures totalitaires et autres puissances centralisées. Elles meurent d'étendre leurs possessions géographiques au-delà de leurs territoires d'origine. Leurs conquêtes les affaiblissent. Leurs colonies leur sont un jour ou l'autre une calamité. Plus elles s'enflent vite, plus vite elles crevent.

Et c'est là pour nous, anarchistes, une grande raison d'espérer et de combattre. Nous savons que c'est sur la liberté seulement qu'on bâtira solide.

(1) Valetaille, selon sa propre expression.

TITO

(Suite de la première page)

les événements et que plein de méfiance, il ait cherché, par une manœuvre spectaculaire, à compromettre Tito, non seulement vis-à-vis de la Russie, mais encore et surtout vis-à-vis des puissances balkaniques, de manière à éviter une cristallisation de forces importantes sur le Danube et d'y entretenir un état de nervosité permanente propre à favoriser sa pénétration dans ce secteur qui lui était jusqu'ici fermé.

La lutte entre Moscou et Belgrade semble engagée à fond : ce n'est pas sans curiosité que l'on pourra juger des méthodes propres à tous les staliniens, lorsqu'elles sont employées contre eux-mêmes. La guerre des communiqués, dans lesquels chacun se proclame plus « marxiste-léniniste » que l'adversaire. Tout le pittoresque vocabulaire intérieur propre à tous les partis communistes y passe et est tellement paré dans les deux camps qu'il faut prêter une grande attention pour savoir s'il vient de Moscou ou de Belgrade. Chacun des adversaires a commencé la guerre des ordres du jour, des proclamations d'usines, de chantiers et d'intellectuels.

De se voir attaquer par des élèves appliquant si parfaitement ses méthodes et suivant à la lettre son enseignement, le vieux tyran du Kremlin doit avoir la gorge sèche.

Déjà les partis communistes se sont mobilisés plus ou moins volontairement.

LYON

Samedi 10 juillet à 16 heures, au siège, Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel. Conférence entre les camarades Mac et Lavelle, sur Croquances et leur morale.

Invitation à tous.

Chez les autres...

Papautages

Le Figaro. — M. Mauriac est furieux : il vient de découvrir que son père n'a plus le monopole de l'abusivisme.

Cette caricature de Concile, cette Eglise matérialiste qui fulmine sa sentence d'excommunication, on peut en pleurer ou en rire selon l'humeur qu'on a. C'est merveille de voir le « Bureau d'Information » retrouver le ton de l'Eglise et jusqu'à ses formules. « Sequitur viam damnosam », ainsi le Pape Pie X avertissait les sillonnistes de ma jeunesse qu'ils avaient fait fausse route.

Le Pape s'adresse comme ayant autorité aux fidèles qui vénèrent en sa personne le vicar de Christ. Les fidèles communistes croient-ils à l'infailibilité de Staline ? Ils parlent et ils agissent en tout cas comme s'ils y croyaient.

Eh bien non ! Je ne me moque point. Il est impossible qu'un jeune communiste ne se sente pas atteint par cette caricature d'Eglise que ses maîtres ont édifiée et qu'ils livrent à la risée du monde.

Pour qui croit à la révélation chrétienne, rien de si conforme à la raison que l'intransigeance du magistère catholique. Rien de si gratuit, en revanche, ni de si absurde que celle de ce Bureau d'Information dont nous comprenons, certes, qu'il donne des directives, des avertissements, qu'il amorce des discussions au sujet des principes et de la tactique, et même qu'il prononce des exclusives. Mais il s'agit bien de cela ! Par ces huit articles fulminants et tranchants, par le caractère évident que de cette excommunication qui fait visiblement sécher de frayeur l'épiscopat communiste du monde entier, et singulièrement les gallinards de l'école thorezienne, nous sommes transportés en pleine atmosphère théologique.

« Camarades paysans, le Kominform usent du langage cléricale touchant la contrition, reprochant aux coupables « d'avoir nié complètement leurs fautes et de les avoir aggravées... »

Attention, M. Mauriac, la jalousie est un des sept péchés capitaux.

Chez les ennuies

Du Populaire. — Dans la motion Pivert-Jaquet on lit : « L'organe du parti est menacé de disparition ».

— Quand on vous dit que la S.F.I.O. est un parti émasculé.

Un peu plus loin on trouve : « Débat intime s'il en fut, où dans l'atmosphère de franche camaraderie qui est de tradition dans les assises socialistes, chacun vient dire amicalement ce qu'il approuve ou ce qu'il critique... »

A peine les délégués déserteront-ils les huis-clos, pour ne pas donner leurs effusions en spectacle sans doute.

Prix — Salaires

Il ne se passe pas de jour depuis que les communistes ne sont plus au gouvernement sans que l'humanité — organe central du P.C.F. — ne proteste contre le coût de plus en plus élevé de la vie, contre les « augmentations scandaleuses de prix » qu'accorde le gouvernement.

Mais ce qu'on trouve moins bien c'est que LA TERRE, hebdomadaire paysan du même P.C.F., exige une augmentation du prix du blé.

« Les paysans se refusent à être les « dindons de la farce » et ils réclament des prix raisonnables qui leur permettraient de vivre en travaillant. Or, le prix de 2.400 francs pour le blé est un prix raisonnable ».

— Camarades ouvriers, plaignez les pauvres paysans qui ne peuvent vivre en travaillant et lisez « la Terre ».

— Camarades paysans, lisez « l'Humanité » et joignez vos protestations à celles du P.C.F. contre les « augmentations scandaleuses » de prix.

Solcial-bolchévisme

La Bataille Socialiste (M.S.U.D.). Cette semaine, douze articles seulement (sur quinze) de critiques et d'invectives à la S.F.I.O.

On ne comprend pas, après la lecture de ces articles, que les leaders du M.S.U.D. aient attendu d'être vidés du parti socialiste pour en sortir. Peut-être y trouvaient-ils certains avantages qui les aidaient à surmonter leur dégoût ? Dans les trois autres articles j'ai péché ces deux perles catastrophiques :

« Ce n'est qu'en limitant cette fameuse liberté individuelle qu'on a pu réussir à améliorer le sort de l'immense majorité des individus. Le refus de l'autoritarisme révolutionnaire provisoire, c'est, à échéance, l'acceptation de la dictature capitaliste. »

Cette fameuse dictature du prolétariat qui montre le bout de l'oreille, une oreille velue d'Urss.

En attendant ces beaux jours, les Bloncourt, Fournier et autres Hermann devraient méditer ces quelques lignes du Canard enchaîné :

« On annonce officiellement de Prague que le parti social-démocrate et le parti communiste tchèques viennent de fusionner. »

« Le nouveau parti, ajoute-t-on, s'appelle le parti communiste. »

Cela nous rappelle une autre fusion sensationnelle. Celle du lapin et du boeuf.

Le nouvel animal s'est appelé le boeuf.

CAVANHIE.

MEETING ANTIFASCISTE

Antifascistes ! tous à la Mutualité dimanche 11 juillet, à 9 heures.

Pour la libération des antifascistes espagnols internés par le fascisme stalinien dans le camp de Karagandé !

Venez en masse

JOYEUX.

CHRONIQUE ÉCONOMIQUE

Le danger

Toute la presse nous a dit, pendant des mois, que la baisse est possible, et nous a affirmé qu'il suffirait d'employer tel ou tel moyen pour qu'elle devienne une réalité.

Tous ces moyens ont été employés peu ou prou, et l'échec est complet. Ceux qui font métier de traiter de choses économiques sont certainement aussi bien, sinon mieux avertis que nous-mêmes du problème insoluble que pose la stabilité financière.

Mais leurs mensonges ont été ordonnés et orchestrés : le métier de journaliste à gages s'apparente de plus en plus à celui de valet de chambre.

Nous avons, dans ces colonnes, toujours affirmé qu'au bout de toutes les acrobaties monétaires, des tours de passe-passe, des trompe-l'œil, immanquablement la hausse surgirait.

Pour prévoir ces développements, il n'était pas nécessaire d'être prophète : il fallait simplement être honnête.

Nous ne nous attendrions pas à commenter les ridicules déclarations gouvernementales annonçant une baisse de 10 à 15 p. 100 sur les produits industriels, après une hausse de 80 p. 100, ni, non plus, les méthodes de rétorsion qu'organise Coudé du Foresto pour obliger « manu militari » le poisson, la viande, le lait, le beurre et autres denrées indispensables à se maintenir à des altitudes raisonnables.

Nous constaterons simplement que la conjoncture économique s'aggrave de plus en plus, à cause de l'écart pris-salaires, qui ne cesse de s'élargir.

Le blocage « élastique » des prix et le blocage réel des salaires provoquent un déséquilibre dont les conséquences se font sentir de plus en plus lourdement.

La hausse des salaires est maintenant une nécessité absolue. Mais elle n'est et ne peut être qu'un palliatif, même complété par l'échelle mobile.

Le système capitaliste est frappé d'impuissance. Il se tourne de plus en plus vers l'Etat et sollicite des mesures draconniennes.

Mais ces mesures, dictées par l'esprit de conservation sociale par l'Etatisme et l'apport absurde de réajustement en 1948 la situation de 1938, s'ajoutent principalement autour de la volonté de maintenir les bas salaires et les hauts dividendes. C'est une contradiction oratoire qui précipitera l'effondrement.

Ceux qui commandent le savent. Aussi s'emploient-ils surtout à assurer la pérennité de l'Etat, la vie des travailleurs étant chose absolument secondaire.

Il n'est que de considérer le formidable budget de mille quatre cents milliards pour s'en convaincre.

Si l'Etat disparaissait, tous les problèmes qu'il rend insolubles, du fait même de sa présence, seraient immédiatement résolubles.

Nous travaillons tous six mois par an pour l'Etat, dont trois mois rien que pour la guerre !

En retour, que nous donne l'Etat ? Rien, ou si peu ! En fait, il nous fait payer 1.000 francs ce qui coûte un franc.

Mais le danger pour les hommes est qu'il entend vivre et prospérer envers et contre tout.

Or, il ne peut rester bien longtemps sur la corde raide des instabilités financières. Il devra choisir entre l'inflation galopante ou la répression économique, c'est-à-dire le maintien du blocage de salaires par la force.

Le premier moyen mène à la ruine et le second aussi, car la mévente s'intensifiant provoquera un chômage de plus en plus massif et une cascade de faillites qui, à leur tour, réagiront directement sur la main-d'œuvre.

Le jour où il sera évident que ces deux moyens sont aussi néfastes l'un que l'autre, alors l'Etat prendra en main toute l'économie et supprimera nos derniers vestiges de liberté.

Ce sera l'ère de la tyrannie économique et politique, ce sera le fascisme.

Ce danger est peut-être plus proche de nous qu'on ne le pense.

Nous ne le dirons jamais assez.

E. A.

La campagne du « Libéraire » pour le circuit direct est plus que jamais nécessaire.

Dans le Nord et de Pas-de-Calais, les maires, les politiciens appuient la campagne pour le marché libre du beurre lancée par les producteurs, et s'en remettent... à la sagesse des pouvoirs publics ! Là n'est pas la solution et c'est pourquoi nos militants du Pas-de-Calais ont pris position et s'efforcent de populariser nos propositions :

Eviter la jacquerie du beurre par l'organisation du circuit direct

Dans le Pas-de-Calais, les paysans sont en rébellion ouverte contre le Gouvernement et le préfet. A la stérile action directe que constitue cette jacquerie, substituons l'organisation de véritable circuit direct.

Chacun sait que le système économique dirigé par l'Etat est néfaste et onéreux pour la collectivité ; particulièrement pour le beurre qui arrive difficilement au consommateur et le plus souvent avarié.

Si le beurre est remis en vente libre, la spéculation s'en emparera, le stockera dans des frigorifiques pour le revendre à hauts cours l'hiver.

Les organisations agricoles du Pas-de-Calais dérivant de la corporation agricole vichyssoise poussent à la jacquerie, non au profit de la collectivité, ce qui aurait sa raison d'être, mais au profit d'une poignée de hobereaux et sous le couvert d'un faux coopérativisme.

Nous dénonçons ce faux coopérativisme mené par la Fédération agricole du Pas-de-Calais qui cherche à s'appuyer sur les petits et moyens agriculteurs ignorants dont l'on veut se servir comme d'une masse de manoeuvre.

Nous dénonçons aussi l'incapacité de l'Etat et de ses représentants dans la gestion économique.

La collectivité doit se défendre contre cette double menace. Un seul moyen peut être efficace : l'organisation du circuit direct production-consommation par un coopérativisme nouveau à base communale et décentralisé s'appuyant sur le syndicat communal autonome de consommateurs et d'usagers et sur les organisations syndicales de producteurs existantes.

MOYENS D'ACTION

Création dans la commune d'un syndicat autonome de consommateurs et d'usagers, Election selon des modalités

AU FIL DES JOURS

On la prépare

Attlee a déclaré qu'il n'existe aucun pacte de défense entre l'Angleterre et les U.S.A. Cependant les relations entre les armées et les états-majors respectifs sont naturellement cordiales et étroites.

On sait ce que parler veut dire !

Les grèves inutiles

A Londres les dockers ont cessé la grève, sur le conseil de leur Comité de grève et de syndicat.

« Il faut savoir terminer une grève... » comme disait l'autre !

Le « nettoyage »

Van Fleet, chef de la mission militaire américaine en Grèce a déclaré que ce pays serait complètement « nettoyé » le 1^{er} août de cette année.

A coup de bombes incendiaires de 250 kg. ! Quant à Markos, il ferait bien d'opérer rapidement un repli stratégique massif s'il veut éviter de se faire traiter de « titiste » !

L'Etat, c'est moi...

Sieur Jouhaux a eu du mal pour s'introduire au Bureau International du Travail. Les différentes confédérations syndicales communistes se sont élevées violemment contre la candidature du gros Léon : car prétendant-elles. Force ouvrière ne représente qu'une minorité de la classe ouvrière Française. Il fut simplement répondu que Jouhaux avait été désigné par le gouvernement français... il n'y avait plus qu'à s'incliner.

La canaille scientifique

à l'honneur !

Le Chef d'Etat-Major américain Omar Bradley a décoré cette semaine quatre grands savants des laboratoires atomiques de Los Alamos.

Le grand « Omar » a suggéré que la production d'armes de plus en plus meurtrières, pouvait devenir un bon moyen pour éviter la guerre ! Il a dit notamment : « Nous pouvons aller plus loin, si nous mettons au point des armes si terribles que nous n'aurons plus besoin d'en faire usage ».

Bradley a donc découvert que les armes actuelles ne sont pas assez efficaces, et il prétend que les guerres continueront tant que les hommes n'auront pas mis au point une méthode de destruction totale !

Quant aux quatre grands criminels de guerre, couverts de crachats multicolores, il serait souhaitable qu'ils deviennent les cobayes de leurs propres expériences.

Au pays du socialisme

L'association des anciens prisonniers italiens en U.R.S.S. a demandé au gouvernement italien, s'il consentait le sort des 70.000 prisonniers de guerre italiens qui sont encore retenus au Paradis des Soviets.

L'association signale que les conditions des prisonniers sont des plus précaires ; la soldatesque russe dépouillant ceux-ci de leurs vêtements. Le froid aurait fait de véritables hécatombes. 90 % des prisonniers seraient morts.

F. A.

Fédération Anarchiste

145, Quai de Valmy, Paris, X^e

Métro : Gare de l'Est

Permanence tous les jours de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h., sauf le dimanche

1^{re} REGION

1^{re} Région. — Les trésoriers sont invités dès maintenant à se mettre à jour des cotisations du 2^e trimestre 1948 et des versements en retard. Bernard Pierre, aux Allennes, Amiens. Lille C.C. 1.800-63.

2^e REGION

Paris 5^e et 6^e. — Deuxième séance pour la réorganisation du groupe, Palais de la Mutualité, salle X ou salle S.G.C., vendredi 8 juillet à 9 h. précises.

Vu le succès de la première séance, militants et sympathisants sont invités à venir nombreux afin de contribuer par leurs suggestions à la formation d'un groupe solide et actif.

Paris (9^e). — Les camarades intéressés par la formation d'un groupe dans le 9^e sont priés d'écrire à Robert François, 9, rue Houdon (19^e).

Argenteuil. — Réunion samedi 10 juillet, à 20 h. 30, salle de la Pensée Humaine, 42, rue de Paradis, exclusivement réservée aux militants. Ordre du jour très important. Présence de tous.

Courbevoie. — Réunion du groupe le 1^{er}, 3^e et 4^e lundis du mois, 38, rue de Metz, à Courbevoie. Réunions ouvertes aux sympathisants.

Saint-Ouen. — Réunion du groupe tous les jeudis, café Vallaux, 10, rue Ampère, derrière les Ecoles Jean-Jaurès.

Groupe de Bougival-Rueil-Bougival, Marly, La Celle-St-Cloud, St-Germain-en-Laye, Le Pecq, le Valinet et Chateau-Croisset. Réunion le 18 juillet, à 10 heures, Hôtel des Nations, à Crolay.

1^{re} Région. — Réunion jeudi 8 juillet, à 20 h. 30, 41, rue Pétin, Paris (11^e).

Paris-Ouest. — Réunion du groupe tous les vendredis, 79, avenue de Saint-Ouen, Paris 17^e, café Le Balgny.

8^e REGION

Commission administrative. — Réunion de la C.A., samedi 10 juillet, à 20 h. 30, local habituel.

Lyon-Vaise. — Réunion du groupe, vendredi 9 juillet à 20 h. 30, salle Lubroz, 27, Place de Valmy, adhésions, cotisations, bibliothèque, etc...

Lyon - Libre examen. — Samedi 10 juillet, à 15 heures au siège, café Bon Accueil, 71, rue de Bernal, Croquances et Morales, par Laval. Sympathisants invités.

Vienn. — Les camarades qui veulent adhérer au groupe sont priés d'écrire au secrétaire de la 8^e région : Laval, 4, rue des Trois-Maisons, Lyon-Vaise, qui transmettra.

9^e REGION

Bordeaux. — Tous les dimanches, de 10 h. à 12 h., vieille Bourse du Travail, rue Balande, 42. Service librairie. Brochure d'initiation aux études sociales, revues sociologiques, documentation anti-religieuse, grasse, etc. Les autres jours : Pirabe, rue Mondenard, n° 66, Bordeaux. Achetez toujours votre Lib. au même endroit, afin d'éviter les bouillons.

12^e REGION

Marseille, Port-de-Vivier. — Réunion du groupe tous les jeudis, bar du Centre, à 20 h. 30, comme d'habitude.

Plan de Cuges. — Abonnés militants, sympathisants, en vue de la formation d'un groupe, faites-vous connaître à Antonin Bianco, 100, av. Frédéric-Mistral, Plan-de-Cuges.

LUTTES OUVRIÈRES DANS LE MOI

L'AUTRICHE, champ de bataille des impérialistes échappe à l'impérialisme russe

Les regards du monde entier sont tournés vers les pays danubiens et balkaniques, enjeu d'une formidable partie de poker entre les blocs rivaux. Nous publions ci-dessous le témoignage d'un ouvrier autrichien sur la situation paradoxale de son pays, où toute lutte sociale se trouve momentanément subordonnée aux facteurs « nationaux » ; à tel point que les relations entre capital et travail sont interverties et que le Parti Communiste lui-même est divisé entre Russes et Autrichiens. Là-bas, comme en Yougoslavie, Staline marque un recul, accentué par les défaites française de décembre et italienne d'avril. Une tentative de putsch communiste a échoué, devant les mesures gouvernementales de Vienne et l'hostilité des travailleurs social-démocrates. Les conditions d'existence s'améliorent lentement, mais les revendications ouvrières sont encore paralysées par l'énorme confusion des forces politiques hostiles utilisant les tactiques les plus contradictoires. La voie vers la liberté et le bien-être ne pourra être efficacement retrouvée que par l'éloignement des administrations occupantes et par le rejet de toutes les organisations actuelles qui sont autant d'obstacles à l'autonomie et à l'internationalisme du mouvement ouvrier autrichien. Nos camarades anarchistes sont à l'œuvre dans ce sens.

C.R.I.A.

1. Quadruple zone et marché gris

La situation générale de l'Autriche, comme de l'Allemagne, est caractérisée par l'occupation de quatre puissances différentes, avec un régime spécial pour Vienne, la capitale, où chaque occupant administre une partie de la ville. Cependant l'Autriche, première victime de l'impérialisme nazi, n'est pas considérée comme ancien belligérant. Les vainqueurs ont conclu une convention qui accorde une certaine indépendance au gouvernement national. Les dévastations et la misère sont aussi moins graves qu'en Allemagne. La situation s'est améliorée ces derniers mois, grâce aux livraisons massives des États-Unis. Mais un système très compliqué de rationnement maintient une emprise bureaucratique sur toutes les ressources possibles et impossibles.

Voici les rations normales d'un V Viennois : pain noir, 200 gr. par jour ; viande et pâtes, 100 à 150 gr. par semaine ; légumes, 150 gr. par semaine ; légumes secs, 1 kg. par mois ; matières grasses et sucre, environ 600 gr. par mois. Pour tout l'hiver, on a touché 50 gr. de pommes de terre. Au printemps, on a vu apparaître en vente libre des conserves de légumes, de haricots et de fruits. Enfants, malades et travailleurs âgés ne bénéficient de certains suppléments. La province est un peu plus favorisée.

Depuis février, un « marché parallèle » se développe sous la protection quasi-officielle des autorités. Les étages de confiserie, gâteaux, petits pains blancs, les menus et soignés des restaurants ont réapparu. Les prix « gris », en baisse sensible, sont quand même prohibés pour le travailleur. Un kilo de sucre, au « noir », coûtait en décembre une semaine de salaire moyen (120 schillings) ; en avril, 35 schillings.

2. La réforme monétaire

La politique de double secteur actuellement poursuivie par le gouvernement autrichien fut précédée par une réduction importante de la circulation monétaire. Il s'agit de mesures analogues à celles prises en Belgique, en Russie, Hongrie, etc., et appliquées récemment à l'Allemagne. La réforme monétaire consistait en principe dans l'échange de 3 schillings anciens pour 1 nouveau. Cette opération n'a pu réussir qu'en partie, car les Russes ont imposé un échange 1:1 pour tous les schillings en leur possession. D'plus, alors que les citoyens ordinaires ont pu échanger une somme maximum de 1.000 sch. par tête, les ouvriers et employés des usines gérées ou contrôlées par les autorités russes ont pu changer une somme double à ce taux.

Les épargnes de la population autrichienne ont disparu dans une très large mesure. Seuls les paysans, ayant en mains des valeurs réelles et qui font prime sur le marché, échappent plus ou moins à cette « perte de substance ». La disette monétaire est générale : seule une reprise de l'industrie peut accélérer la circulation engorgée. Mais la remise en marche économique ne peut être l'œuvre de la bourgeoisie autrichienne dépossédée. Elle dépend du relèvement mondial, et surtout des rapports entre la Russie et les États-Unis.

Cette situation « coloniale » de l'Autriche n'est pas sans aspects de la vie publique. Elle exacerbe le sentiment national, alors qu'en fait et en raison, la clé du problème est dans l'internationalisme. Mais l'internationalisme est, de nos jours, inséparable de la liquidation des États dans la société libre.

3. La colonisation en général

Les accords de Yalta ont attribué à l'Armée russe le contrôle d'une vaste zone particulièrement riche en industries et la possession de tous les biens ex-allemands dans cette zone. Cela signifie pratiquement une annexion à l'État russe par l'intégration économique. Les « Russes » substitués sous le nom d'USIWA, aux organes de réquisition du Grand Reich et aux entreprises contrôlées par le capital allemand. Les USIWA sont nominativement soumises à la juridiction autrichienne. Ces usines sont gérées par l'Armée Rouge, que renforce la « Milice Ouvrière » — 2.000 hommes en tout, choisis parmi les rares militants communistes. Les administrateurs sont, en général, des officiers russes, ils forment un état-major politico-économique très rigide, habitué à être obéi sans discussion. Tout passe par les mains de la puissance occupante, depuis la direction des ateliers jusqu'aux grèves, utilisées comme un moyen de pression politique sur le gouvernement autrichien, conjointement avec la pression économique et militaire.

C'est ainsi que l'on a vu les « directeurs rouges », dans un langage authentiquement marxiste, appeler leurs propres subordonnés à la grève. A quoi les ouvriers répondent souvent par un refus de cesser le travail. Ils le font par antipathie contre l'étranger qui cherche à utiliser contre le gouvernement autrichien social-démocrate toute agitation sociale déclenchée par une minorité quelconque. On a donc eu fait extraordinaire : des ouvriers sanctionnés par leurs

patrons pour avoir refusé de faire grève.

Maîtres des biens pris aux Juifs et aux Autrichiens par le nazisme, les Russes se sont encore de toute société ayant obtenu des crédits allemands : c'est le cas général puisque toutes les banques autrichiennes tombèrent en mains allemandes.

Les échecs du putsch « ouvrier »

Maîtres des leviers de commande économique dans leur zone, les Russes n'ont pu contrôler l'appareil gouvernemental autrichien qui, seul, leur permettrait d'englober « définitivement » l'Autriche dans le bloc russe, selon la méthode utilisée dans les expériences bulgare, roumaine, hongroise et tchécoslovaque. Mais ce n'est pas faute d'avoir essayé.

Voici quelques-uns des moyens employés. Une partie du budget gouvernemental autrichien est assuré par le monopole du tabac. Les autorités russes ont voulu le marché noir de cigarettes hongroises, vendues moins cher qu'à celles de l'État.

En automne 1947, Vienne manquait absolument de sucre et de pommes de terre. Les arrivages tchécoslovaques et polonais ont été bloqués. Les Russes ont tenté l'opération d'un « blocus » par des détachements russes immobilisant les transports autour de Vienne.

Simultanément l'occupant russe commença à déclencher des manifestations de la faim dans les usines viennoises, en utilisant l'appareil USIWA, les camions des usines ou de l'armée. L'ordre de grève fut donné par le directeur rouge et les ouvriers furent harangués, munis d'un solide casse-croûte, abreuvés et transportés à travers la ville aux lieux de rassemblement d'où partait le « marche de la faim » vers le palais du gouvernement.

L'entreprise, comme les grèves françaises de décembre, avait pour but la prise du pouvoir. Mais grâce à l'indifférence au dégoût même, des travailleurs USIWA en service commandé, le putsch avorta. Le mot d'ordre de grève générale, lancé par les Russes, ne fut suivi que dans les entreprises russes fermées par ordre. La police occupa les positions stratégiques. Et la foule se dispersa après que le ministre du Ravitaillement ait trouvé, pièces en main, l'existence du blocus russe.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Une révolution... dans la Police

En 1945, les émigrés communistes autrichiens et deux bataillons autrichiens de l'Armée de Tito avaient formé la base d'une nouvelle police — celle des nazis était repliée sur l'Allemagne. Jusqu'en 1948, le P. C. se trouva en possession de la police d'État, qui dirigeaient le Conseil Dr Dürmayr et le Dr Fella-Margulies.

Ceux-ci furent chargés de la direction du second coup de force. Les ouvriers n'ayant pas marché, on se bornait à une opération classique : arrestation de ministres, députés et journalistes socialistes et populistes-chrétiens — sous prétexte d'espionnage et de haute trahison ; constitution d'un gouvernement communiste appuyé sur les détachements armés du parti.

Quant à la préparation de « grosse artillerie » nécessaire à l'opération, elle fut tentée sur le plan monétaire, à l'occasion de la réforme dont nous avons déjà parlé. Les Russes détenaient d'énormes quantités de schillings, directement ou par l'entremise de leur personnel de confiance. En outre, ils s'apprêtaient d'un nouveau moyen pour pomper presque tout le reste de la circulation monétaire. Les magasins USIWA, comme le Torgsin soviétique, vendent normalement, contre des métaux précieux et des devises fortes, tous les produits de luxe ou de qualité dont peuvent

disposer les Russes. Brusquement, ces magasins se mirent à vendre pour des schillings. On se rua sur les étalages et le tiers de la monnaie disponible passa dans les caisses USIWA pour être échangé au pair.

Du coup, la tentative de revaluation du schilling se trouvait imputablement brisée. C'est donc dans des circonstances très dramatiques que le gouvernement autrichien fit appel à l'impérialisme américain pour le protéger si possible du sort qui avait enflé les partis « occidentaux » en Bulgarie, en Roumanie, Pologne, Hongrie, etc.

L'impérialisme américain contracta que les services secrets américains surveillaient de près les préparatifs des Dr Dürmayr et Fella-Margulies, et c'est grâce à eux que le coup de main put être étouffé dans l'œuf. Un beau jour, les chefs de la police d'État reçurent leur nomination à de hautes fonctions en zone américaine. Comprenez qu'accepter ou refuser serait également se mettre dans la gueule du loup, les deux camps supérieurs préférant disparaître. La Military Police fit quelques démonstrations de son savoir-faire, et la situation s'éclaircit.

Mais rien n'aurait pu sauver le gouvernement autrichien si les U.S.A. n'avaient littéralement racheté aux Russes la bourgeoisie autrichienne et son État en faillite. On ratra les schillings « russes » à coups de dollars et l'opération politique réussit ! Une fois de plus, Staline avait renoncé à une opération politique de grande envergure, pour que l'adversaire sût en payer le prix. Sans guerre, par voie de concessions financières à la Russie, l'impérialisme américain a empêché l'incorporation de l'Autriche dans le glacis russe.

L'échec du deuxième putsch a fait perdre leurs espoirs aux Staliniens eux-mêmes en Autriche, et a ouvert les yeux à leurs adversaires. Il a contribué à accélérer le coup d'État en Tchécoslovaquie, et peut-être la pression russe sur Tito ; mais ces rapides coups de boutoir de la puissance orientale ne sont peut-être que des tentatives pour empêcher Staline de précipiter aujourd'hui, quitte à reprendre demain de l'espace pour gagner du temps.

(A suivre.)

disposer les Russes. Brusquement, ces magasins se mirent à vendre pour des schillings. On se rua sur les étalages et le tiers de la monnaie disponible passa dans les caisses USIWA pour être échangé au pair.

L'impérialisme américain contracta

Les services secrets américains surveillaient de près les préparatifs des Dr Dürmayr et Fella-Margulies, et c'est grâce à eux que le coup de main put être étouffé dans l'œuf. Un beau jour, les chefs de la police d'État reçurent leur nomination à de hautes fonctions en zone américaine. Comprenez qu'accepter ou refuser serait également se mettre dans la gueule du loup, les deux camps supérieurs préférant disparaître. La Military Police fit quelques démonstrations de son savoir-faire, et la situation s'éclaircit.

Mais rien n'aurait pu sauver le gouvernement autrichien si les U.S.A. n'avaient littéralement racheté aux Russes la bourgeoisie autrichienne et son État en faillite. On ratra les schillings « russes » à coups de dollars et l'opération politique réussit ! Une fois de plus, Staline avait renoncé à une opération politique de grande envergure, pour que l'adversaire sût en payer le prix. Sans guerre, par voie de concessions financières à la Russie, l'impérialisme américain a empêché l'incorporation de l'Autriche dans le glacis russe.

L'échec du deuxième putsch a fait perdre leurs espoirs aux Staliniens eux-mêmes en Autriche, et a ouvert les yeux à leurs adversaires. Il a contribué à accélérer le coup d'État en Tchécoslovaquie, et peut-être la pression russe sur Tito ; mais ces rapides coups de boutoir de la puissance orientale ne sont peut-être que des tentatives pour empêcher Staline de précipiter aujourd'hui, quitte à reprendre demain de l'espace pour gagner du temps.

(A suivre.)

DE GASPERI, ennemi n° 1 TOGLIATTI, ennemi n° 2

Nous aurions inversé cet ordre, si le front « démocratique populaire » avait vaincu. Carément, et sans que cela nous ait échappé, le mot d'ordre de grève générale, lancé par les Russes, ne fut suivi que dans les entreprises russes fermées par ordre. La police occupa les positions stratégiques. Et la foule se dispersa après que le ministre du Ravitaillement ait trouvé, pièces en main, l'existence du blocus russe.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le Parti Communiste, qui avait déjà préparé la mise en place de son appareil étatique et policier, dut remettre les choses à plus tard.

Le conflit éclata il y a près de six semaines, au port de Londres, à la suite d'un jugement du tribunal infligeant à onze dockers « sept jours de suspension, treize semaines sans garantie d'indemnité de chômage et refusant tout sursalaire pour le déchargement d'un cargo transportant de l'oxyde de zinc ».

L'origine de la grève se trouve en effet dans la protestation qu'émit un groupe de dockers au sujet du tarif fixé entre les patrons et le syndicat pour la manipulation d'oxyde de zinc. Ce groupe de protestataires ne fit pas grève, mais soumit une demande au tribunal.

La décision du tribunal souleva l'indignation des ouvriers du port. En trois jours, 10.000 hommes abandonnèrent quais et navires. En une semaine, près de 20.000 hommes étaient en grève, les travailleurs des frigorifiques, des fonctionnaires du port s'étant joints à ce mouvement.

Cette grève était évidemment extra-syndicale, puisque les dirigeants des Trade Unions avaient accepté le tarif jugé insuffisant par les dockers mécontents.

Devenant l'ampleur du mouvement, les chefs de la « Transport and General Workers » provoquèrent la réunion d'un nouveau tribunal. Ce dernier reforma le premier jugement et réduisit la suspension de la garantie de chômage de treize à deux semaines, les autres pénalités demeurant acquiescées.

Les assemblées de grévistes rejetèrent cette nouvelle sentence et s'engagèrent à poursuivre l'action jusqu'à ce que les dockers frappés fussent réinvestis de tous leurs droits. En fait, ils luttaient contre le principe même du droit que s'était arrogé le tribunal de frapper un ouvrier protestataire par des sanctions. De tels pouvoirs aux mains d'un tribunal privé pratiquement chaque travailleur de la possibilité de protester ou de manifester un mécontentement, à moins de s'enliser dans le marécage des démarches syndicales.

Bien entendu, la presse fut unanime pour condamner la grève. Elle fit l'union de la corde sentimentale en parlant des « dernières péripéties ». Mais un journal, le *« Morning Standard »*, demanda le problème en des termes plus généraux (numéro du 21 juin) : « C'est la revendication du contrôle des docks par les dockers eux-mêmes, n'est-ce pas ? »

vière — ce peuple travailleur que, mille artifices il avait réussi à attirer dans le bourbier du Parti Communiste Italien.

Togliatti est certainement l'homme qui a le plus graves responsabilités dans l'avortement révolutionnaire dans notre pays.

C'est l'homme des erreurs entassées sur les erreurs, des défaites enlées aux défaites ; c'est l'homme de la renonciation, du compromis, de la capitulation, de la honte, une figure oblique, au passé obscur, aux paroles syllabées, à la pensée insaisissable ; une apparence comme ce qu'il est, les figures, et à qui l'on ne peut accorder aucune confiance humaine.

Mais sans nous laisser suggestionner par un signalement physique il suffit d'un examen documenté de la politique de Togliatti, une analyse de ses avatars des dernières années, un bilan de ses résultats, nous renseignent sur la courbe passivité du personnage.

Et pourtant, après tant de preuves de nullité, cet homme incapable — ignore, recuit et obstiné dans l'erreur démocratique — passe pour habile, pour progressiste, pour clairvoyant, devant les masses qui l'idolâtraient. Et c'est la son plus grand vice à nos yeux : de ne pas apparaître comme ce qu'il est, effectivement, comme un politicien borné, un individu pauvrement doué d'intuition et de perception politique, comme un homme d'un intérêt de la plus haute classe ouvrière (qui, aussi longtemps qu'elle cherchera des patrons, trouvera toujours à point nommé des démagogues sans talent ni principes).

Aujourd'hui, nous le savons.

Aujourd'hui, nous savons que l'ennemi réel, actuel, c'est de Gasperi, et que l'ennemi potentiel, hypothétique, c'est Togliatti.

Nous avons décidé d'avoir l'œil sur le No 1, sans perdre de vue le No 2.

Le No 1 est un homme assez dangereux, non parce que, dans sa jeunesse, il a fait chorus pour la pendaison de Césaire, Boudier, et autres, mais parce qu'il a protégé Vanoni et Campilli, mais parce que, aujourd'hui, il est en possession de la confiance de la plus haute puissance « spirituelle » du monde, le Vatican, et de la plus forte puissance économique du monde, les États-Unis.

Et ces deux puissances n'ont jamais misé sur une fausse carte.

En outre, si de Gasperi a réussi en Italie à obtenir les 10 millions de voix monarchistes qui se sont prononcées pour le royaume le 2 juillet, s'il a réussi à avoir l'appui inconditionnel de tous les groupes de la conservation et du privilège, faut bien en conclure qu'il est un serviteur très intégral, fidèle et dévoué, un domestique stylé de l'ordre bourgeois.

Et comme tel, il est notre ennemi. No 1, l'homme-symbole de tout un passé qui jette son ombre sur notre vie ; le maître d'un appareil étouffant dans le peuple toute espérance à la liberté ; le représentant de toutes ces forces et ces idées et ces conditions qui nous sont contraires, et le sont à la révolution.

De Gasperi, en somme, est l'ennemi, pour le simple fait objectif qu'il a vaincu, ou mieux encore, pour le fait qu'il a pu vaincre, qu'il lui appartenait de vaincre (et non à un autre) ; que le capital, la banque, l'Eglise, le dollar, la presse de droite, ont voulu donner le nom de de Gasperi à leur victoire.

Togliatti, par contre, nous est ennemi pour d'autres raisons : si cela ne semblerait pas paradoxal et contradictoire, nous dirions « pour des raisons opposées » : Parce qu'il a perdu, traînant avec soi dans l'illusion et dans la déroute, dans une déroute plus morale encore que matérielle — la classe ou-

revendication qui doit être mise sur le même pied que la revendication des mineurs à gérer les mines. Depuis que les nationalisations ont prouvé qu'elles n'apportaient que d'amères déceptions, la clameur exigeait le contrôle ouvrier tout grandit à la fois dans les industries nationalisées et dans celles qui ne le sont pas.

Avec la complicité des directions des Trade Unions, le gouvernement travailliste envoya la troupe décharger les « denrées périssables ». Un haut fonctionnaire déclara : « Nous ne faisons pas les briseurs de grève. »

Comme nos camarades de *Freedom*, publication anarchiste anglaise dont nous avons extrait les renseignements ci-dessus, nous sommes incapables de comprendre la subtilité de la distinction.

Qui est certain, c'est que les travailleurs des ports comprennent ou le gouvernement, les sociétés de transports et les affréteurs, aidés directement par la haute bureaucratie syndicale, voulaient les entraîner : vers un corporatisme ou tout le monde aurait eu droit de parole, sauf les salariés.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

S. P.

L'unité d'action

De nombreux camarades syndicalistes, face aux événements internationaux menaçants et au patronat qu'encourage un Gouvernement de Jésuites et de banquiers, s'interrogent, se tament lorsqu'ils se trouvent devant ou dans une grève. La situation présente du prolétariat est telle que les fruits mûrs qui tombent de l'arbre rudement secoué par les vrais syndicalistes ne profitent, ne sont mangés que par des exploités d'un genre spécial: les chefs, les technocrates politiques, et non par ceux qui propulsent et animent le mouvement revendicatif. C'est ainsi que la grève des employés du Métro déclenchée par le syndicat autonome des conducteurs, fut exploitée par le bureau confédéral de la C.G.T. et TRANSFORMÉE en grève générale des transports à des fins biens particulières; que les justes grèves de Marseille furent le prétexte du mouvement généralisé, orchestré par la rue Lafayette; que le conflit Bergougnan, à Clermont-Ferrand, fut conclu par la grotesque grève générale d'une heure. UN SAMEDI — JOUR OU PEU DE PROLÉTAIRES TRAVAILLENT — dévotement par la C.G.T. dont les chefs avaient pour mission de freiner l'action de militants exaspérés; que peu de temps avant le départ des ministres communistes du Gouvernement, en mai 47, nos camarades métallurgistes de chez Renault furent noyés par l'action de tous les métallos parisiens repris en main par les dirigeants communistes du syndicat des Métallos.

Tout ce qu'on fait nos camarades, tous leurs efforts, tout leur magnifique élan, tout leur foi furent exploités par des gens qui n'ont plus faire le premier pas mais qui, par contre savent utiliser le terrain conquis par d'autres qu'eux. Le rajustement des salaires dans la métallurgie qu'ils se vantent d'avoir fait obtenir? Mais c'est nous et quelques autres purs syndicalistes qui en avons été les promoteurs. Qui sait si, sans l'action de nos camarades de la C.N.T. et des syndicats autonomes, les Croizat et autres Tillon ou Marcel Paul ne continueraient pas à sévir contre les grévistes et les partisans de l'échelle mobile? En dehors de

l'action menée suivant la tactique des « coups d'épingle », la C.G.T. s'est contentée depuis la Libération d'introduire ses bonzes et ses hommes de paille dans les industries nationalisées ou non afin de noyauter les dites industries en prévision d'une prise de pouvoir par la force du P.C.F. dont elle est, avec la police, l'agent d'exécution rêvé (voir à ce sujet l'action des Comités de défense et de la Police en Tchécoslovaquie). Nous ne pouvons donc être aux côtés de ces gens-là.

Vis-à-vis des socialistes dont la base prolétarienne s'est groupée au sein de Force Ouvrière, notre position n'est pas moins nette. On ne nous aime là qu'en tant qu'éléments hostiles au stalinisme. « Puisqu'ils sont antistalinien », soulignent les camarades anarchosyndicalistes, ne rejettent pas les éléments libertaires, ils peuvent nous être utiles et nous ne sommes pas tellement forts pour éliminer ces camarades d'embée. Hypocrisie! Ces gens ne peuvent comprendre que notre antistalinisme n'est pas le même que le leur. Ces « bons gérants du capitalisme » doivent savoir une fois pour toutes que nous sommes AUSSI contre eux et non pas SEULEMENT contre le communisme autoritaire. Il n'est jusqu'au R.P.F. qui ne nous cajole. Pour la même raison que Force Ouvrière et la S.F.I.O. Mais ceux-là au moins savent pertinemment que nous sommes inaccessibles à leur propagande, plus que les communistes dont le nationalisme « échevelé » se marie fort bien avec l'intransigeance patriottique gaulliste.

Un certain nombre de groupes et groupuscules tentent de nous attirer dans leurs rêts uniquement parce que nous AGISSONS, parce qu'ils nous savent désintéressés. Et UNITE SYNDICALE, lire FRONT OUVRIER, vient à chacune de nos réunions ou de nos conférences pour nous proposer l'unité d'action. Unité d'action! Qu'est-ce à dire? On nous répond en substance: « Face au capitalisme, les exploités — qu'ils cotisent à la C.G.T., à F.O., à la C.F.T.C., à la C.N.T. — doivent s'unir à l'échelon section, à l'échelon local contre celui qui reste notre ennemi n° 1. » L'unité d'action du prolétariat contre le capitalisme prise dans ce sens — c'est-à-dire codifiée, automatique, mécanisée — est illusoire et dangereuse. Elle risque d'être seulement profitable au parti le plus fortement organisé, en l'occurrence le Parti communiste français. Allons! Front Ouvrier est vraiment naïf. Il ne profite pas des leçons de l'Histoire. Lui, le « dernier défenseur du devenir historique ». A moins, que, gros malin, il ne tente lui aussi, de tirer les ficelles pour tenter de redorer le blason du trotskisme mal en point? L'unité? Mais elle se fait dans l'action et sans plan programme limitatif. Nous lutons, nous prolétaires, non seulement contre l'idée de profit capitaliste mais aussi contre le centralisme, base même de l'exploitation. Et ceci nous situe bien vis-à-vis de tous les groupements existants.

BOUCHER.

L'union locale C.N.T. de Saint-Nazaire.

Un « Père » devient papa...

Je pourrais intituler ce papier, simplement: « Faits divers », tellement l'histoire est banale.

Mais c'est de l'histoire contemporaine. Sans doute de l'histoire de tous les temps aussi.

On sait les conseils donnés aux Jésuites en ce qui regarde les confesseurs de dames à héritage: Etre de solide complexion... Mais notre oiseau n'était pas des Jésuites; seulement des Assommoiristes.

Ayant fait vœu de chasteté, était-il innocent, quand il alla, voilà cinq ans, confesser à domicile la dolente demoiselle qui déjà visitée par le démon sa valait du péché ce qui fait les mamans? Qui le peut dire?

Qui a commencé? L'esprit est prompt, la chair est faible... De leur commerce naquit un enfant.

Aussi, naquit un homme.

Le Révérend Père Assommoiriste se sentit un vrai père de petit enfant. Il eut honte de sa paternité de comédie, quitta son déguisement et devint semblable à nous tous; fierement un homme. En octobre 1947, près de sa compagne et de son petit, il s'en alla vivre.

Et le bonheur devait aimer leur de-

Abonnez-vous
au LIBERTAIRE

LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE
L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

A Saint-Nazaire

La résistance de l'Ouest, sous la signature de « Gédé », publie le 24-6-48 les réflexions d'un soi-disant vieux militant syndicaliste nazairien sur les « pénibles incidents de Clermont-Ferrand ». Nous doutons que la qualité de vieux militant dont semble vouloir se réclamer ce plume ait enrichi son expérience. Il est vrai qu'il néglige de préciser s'il militait dans un syndicat ouvrier ou patronal. Quoi qu'il en soit, il nous appartient de reprendre ses arguments en faveur de la collaboration de classes qu'il préconise et de mettre en évidence des vérités élémentaires que nous ne nous lassons pas de répéter.

Après avoir exprimé sa désapprobation « des méthodes violentes qui ne peuvent être admises dans l'action syndicale raisonnée et ferme », il met en garde la classe ouvrière contre l'emploi de telles méthodes favorables à « la mise en place d'un régime de force », et il poursuit: « La Démocratie n'est-elle pas le respect de chacun des droits et la liberté individuelle s'arrêtent où commencent les droits et la liberté du voisin ». A sa paternelle mise en garde, nous répondons que le danger de prise de pouvoir par un homme ou un parti à la faveur de conflits sociaux sera écarté dans la mesure où les travailleurs en grève poursuivront leur lutte émancipatrice en dehors des politiciens à l'affût des collaborations dans la mesure où ils s'orienteront vers la grève gestionnaire dont le bénéfice échappera aux aspirants au pouvoir. Le mémorable appel de 1936: « Il faut savoir terminer une grève », illustre parfaitement leur désarroi. Quant à la belle définition de la démocratie par notre homme, est-elle celle du régime idéal qu'il voudrait voir éclore ou bien traduit-elle ses sentiments à l'égard de notre Quatrième République? Comme nous ne pouvons le croire assez naïf pour admettre que notre régime actuel réunit ces conditions, nous nous trouvons obligés de considérer le vieux militant comme un tarlate, car il sait très bien que la liberté n'est qu'un leurre dans une société où l'égalité n'existe pas et où la justice n'est qu'une parodie au service de la classe possédante. Il sait aussi que l'Etat qu'il veut utiliser comme arbitre ne peut être qu'un appareil au service de la classe et d'elle seule.

Aussi nous apparaît-il un peu superflu de faire le procès du Comité d'entreprise dont il nous vante les bienfaits. Pour nous, l'ouvrier, délégué de son service de la classe possédante, n'est qu'un parasite. On le gavera d'avantages et d'honneurs. On fera ainsi de lui un parvenu jaloux de son titre et de ses prérogatives s'il ne devient un dévoué prêt à trahir sa classe pour conserver sa place.

Aussi nous apparaît-il un peu superflu de faire le procès du Comité d'entreprise dont il nous vante les bienfaits. Pour nous, l'ouvrier, délégué de son service de la classe possédante, n'est qu'un parasite. On le gavera d'avantages et d'honneurs. On fera ainsi de lui un parvenu jaloux de son titre et de ses prérogatives s'il ne devient un dévoué prêt à trahir sa classe pour conserver sa place.

meure, puisqu'en février 1948, le brave homme épousa sa compagne, officiellement, reconnaissant comme sien l'enfant qui venait de naître et aussi l'aine de celui-ci.

Ce bonheur (était-il sans mélange?) dura peu, hélas! La famille, au petit village où elle s'était réfugiée, recut, fin avril, la visite de leur ami communiste, un Supérieur de la Congrégation et un médecin de la région...

Monsieur quittait Madame et ses petits. Le père redevenait Père; il retournait à Dieu. Adieu Madame, adieu l'enfant... le service du Seigneur le veut.

L'amante n'a plus d'amour, les enfants plus de père...

Ca vaut peut-être mieux ainsi. Pour tous.

Mais quand la famille délaissée a voulu que le papa Père leur donne un peu de pain... le papa Père a été introuvable.

La maman a été de maisons en maisons. Silence ou porte close.

Si, cependant, on lui a offert. Oui, vraiment offert!

De laisser ses enfants, dont l'Ordre (le leur) assurerait l'entretien et l'éducation.

Et d'accepter, pour elle, un gain-pain quelque part.

On lui apprit même (ne le savait-elle pas), que l'Eglise ne reconnaît pas le mariage civil.

C'est tout. Il n'y a peut-être à mon histoire que cet épisode. Peut-être...

Aristide LAPEYRE.

Clermont-Ferrand

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Et c'est ainsi que M. LEVISEN, propriétaire des Etablissements Olier et de plus président actif et combatif de la Chambre patronale de la région clermontoise, a pu dire après Albaret qu'il regrette que la C.G.T. n'ait pas pris en considération ses « propositions raisonnables et généreuses », finalement acceptées, comme base de discussion avant les incidents.

Et ce fut la reprise au milieu du mécontentement général.

Chez Bergougnan

Quatre jours après, c'était la reprise chez Bergougnan. Les ouvriers, sacrifiés cette fois sans aucune condition au bon vouloir de la direction, furent contraints d'adopter le protocole d'accord signé les jours précédents à la Préfecture entre les représentants des syndicats de Bergougnan et les représentants de la direction de l'usine sur la simple promesse de poursuivre la discussion après la reprise du travail.

Chez Michelin

Le 2 juillet, l'usine Michelin recevait l'ordre aussi de reprise, dans des conditions plus indignes encore. MM. Puyseux et Durin n'ont voulu prendre aucun engagement au sujet des revendications ouvrières, mais ils ont par con-

tre exigé et obtenu de la C.G.T. une capitulation totale, que la « Voix du Peuple », journal local du P.C.F., appelle « victoire »!

Mais cette fois, ce ne fut pas facile. Les travailleurs réagirent contre la trahison des chefs syndicaux, certains prirent la parole et flétrirent la capitulation.

La poignée de mains Besset-Tévisson suffit à fixer sur le vrai caractère des relations qu'entretenaient entre eux patrons et chefs syndicaux. Encore un fait: la discussion en tous points « correcte » et presque familière qu'il « opposait » le jour de la rentrée chez Olier M. Albaret des métaux et le célèbre Tévisson.

Clermont ouvrier, abusé, trahi, coupé dans ses élans et dans ses espoirs, le Clermont des travailleurs encore tout frémissant de colère s'apprête à livrer de nouveaux combats. Des ouvriers, d'eux-mêmes, contre la misère et l'attitude générale, n'ont pas repris le travail. D'autres, spontanément, sont intervenus avec courage et décision contre les bonzes. Le mécontentement s'est changé en une colère sourde.

La C.G.T. est déconsidérée. Nos camarades, dont la conduite fut exemplaire, ont à construire de vrais syndicats révolutionnaires, contre le syndicalisme des bureaux et des préfectures, vers la conquête de l'usine.

ROUGE ET NOIR.

ECHO DES GREVES

L'exemple des travailleurs allemands

Au cours des grèves de juin dernier à la firme métallurgique Olier, un bon nombre de travailleurs libres allemands se firent remarquer par leur sens de classe et leur résolution de participer au mouvement naissant. Parmi les étrangers de l'usine (si on tient compte de leur situation particulière), on peut dire d'eux qu'ils se montrèrent à la fois plus compréhensifs et plus ardents que toutes les autres catégories de travailleurs. L'un d'entre eux s'adressant le matin de la grève à un de nos camarades de la C.N.T. lui dit à peu près ceci: « Si vous, Français, renoncez une fois pour toute à ne voir en nous que des « boches » avides de sang et de guerres, je crois qu' alors nous finirons rapidement par nous entendre et nous aider. Ici, comme chez nous, nous sommes des exploités et des travailleurs égarés et victimes et si vous décidez de faire grève nous serons jusqu'au bout à vos côtés. Notre ennemi à tous c'est notre maître ». Combien d'ouvriers français gagneraient à méditer ces paroles d'un étranger haï!

L'Entente Cordiale de l'autre côté

Clermont venait à peine de retrouver un calme précaire et de panser ses blessures qu'à proximité du restaurant « Le Coq Hardi », rue des Vieillards, politiciens communistes et représentants de l'authenticité et officielle Caste des exploités, commençaient à se sourdre et à fraterniser. A preuve la poignée de mains vigoureuse échangée un soir, vers les lieux précités, entre le député naco Pierre Besset et M. Tévisson du patronat clermontois. Il est permis de demander laquelle des deux honorables personnalités félicitait l'autre pour sa belle attitude pendant les jours passés. Besset pour ses attaques spectaculaires à caractère électoral, contre le filic Jules Moch à la Chambre? ou Tévisson pour sa résistance et son opposition à toute revendication ouvrière en tant que président de la chambre patronale? Nous regrettons simplement de n'avoir pu prendre une photographie de cette scène à laquelle un groupe de syndiqués a assisté.

Dignité ouvrière

Lors de la reprise chez Bergougnan, les responsables de la C.G.T. firent d'impossibles efforts de persuasion pour amener tous les ouvriers à rentrer sur de simples promesses. Malgré cela il y a encore un certain nombre de salariés qui préfèrent risquer la perte de leur emploi et endurer la misère plutôt que de se faire les hommes d'une capitulation deshonorable « négociée » à leur insu. Des ouvriers, donc, spontanément ont refusé de reprendre le travail et tiennent qu'on ne s'y trompe pas: le prolétariat de la grande cité ouvrière n'a rien perdu de son dynamisme et de son courage et tous les marchés de dupes seront un jour dénoncés.

La belle attitude des sapeurs-pompiers

Pendant les grèves, au plus fort de la bagarre, le commandant des sapeurs-pompiers essaya de s'opposer aux violences des C.R.S.. Il fut arrêté. Ses hommes se rangèrent délibérément du côté des grévistes et c'est grâce à eux que les dépôts de masques à gaz furent mis à la disposition des travailleurs au combat.

Chez Michelin les ouvriers réagissent

Lorsque le nommé Diot, secrétaire de l'Union départementale des Syndicats C.G.T., le néo-syndicaliste dont l'orgueil n'a d'égal que la sottise, eut donné lecture de la résolution invitant les grévistes de chez Michelin à reprendre le travail sans condition, de véhémentes protestations s'élevèrent.

Des ouvriers prirent la parole pour protester contre une reprise du travail dans ces conditions et affirmèrent qu'une grève générale aurait dû être déclenchée pour appuyer les grévistes Michelin.

C'est alors que l'impuissant Marchadier, succédant au triste Diot affirma qu'on avait gagné « la première manche de la bataille ».

Il fallut donc plusieurs discours (ceux de Chalus, Diot, Marchadier et Vanhaute) pour obtenir, à main levée, un vote favorable à la reprise.

Cependant, la réaction spontanée des travailleurs, les interventions et les huées sont la preuve de la combativité du prolétariat de Clermont.

Le dernier mot n'est pas dit.

Petite Correspondance

L'Administration de la Revue « Plus Loin » a envoyé à tous ses abonnés une circulaire pour le remboursement de l'abonnement. Nombre d'abonnés n'ont pas répondu, veuillez le faire d'urgence. Ecrire à PLUS LOIN, 75, rue du Poteau, Paris (18). Dernier délai: 25 juillet 1948.

Géographie universelle, de E. Reclus. 14 volumes. Très bon état. Reliée. A vendre, 9,000 fr. Ecrire ou s'adresser au Journal.

Réunions Publiques et Contradictaires

Fédération Anarchiste

- GROUPE DE L'EST, Café-restaurant, 41, rue Pétion. Jeudi 8 juillet, à 20 h. 30. La Vie de Kropotkine de 1900 à sa mort 1921. Fernand GRANIER.
- BRUNOY, Salle Vidal. Samedi 10 juillet à 20 h. 30. Orateur: Eric ALBERT.
- MELUN, Salle de la Justice de Paix. Jeudi 8 juillet à 20 h. 30. « Le socialisme libertaire ». Orateur: FONTAINE.
- CHAMPIGNY, Maison Commune. Vendredi 9 juillet, à 20 h. 30. Orateur: FONTAINE.
- LYON, Libre-Examen, Café Bon Accueil, 71, rue de Bonnel. Samedi 10 juillet à 15 heures. Croyanances et morales. Orateur: LAVOREL.
- MARSEILLE, Salle Artistique, 8, cours J.-Thierry. Vendredi 16 juillet, à 19 heures. Réponses aux Questions des Auditeurs.

A LA S.N.C.F.

Absstention des Cheminots F. T. R.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les résultats des élections à la C. P. de la S. N. C. F. sont connus pour les services suivants: Régions Nord, Ouest, Sud-Ouest, Centraux.

Déjà, nous savons que plus de 35.000 cheminots se sont abstenus sur les services cités plus haut; la F.T.R. compte à peine 30.000 adhérents, parmi lesquels de nombreux auxiliaires. On peut donc dire que 7 à 8.000 cheminots qui ne sont pas adhérents à la F. T. R. ont néanmoins répondu à notre appel en faveur de l'abstention.

Lorsque les résultats complets (Est et Sud-Est et Méditerranée) seront connus, on verra que le nombre des abstentionnistes dépasse d'assez loin les 50.000. Ce qui prouve que sans être encore adhérent à la Fédération des Travailleurs du Rail C. N. T., de nombreux cheminots ont pris position avec nous.

Ils ont pris la seule position vraiment syndicale. Abstention, refus de collaboration avec les exploités.

La Fédération communiste des Cheminots C. G. T., la Fédération socialiste F. O., la Fédération chrétienne et ses messieurs des Cadres ont bonne mine. Leur foire électorale aura été un beau navet.

LA F. T. R.

BERLIN

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

il s'agit de rédiger un texte qui serait une avance sans en être une, tout en étant une offre de conciliation!

Et l'on ne voudrait parler que lorsque les Russes auront cédé, c'est-à-dire levé le blocus.

Pour les y inciter, le manifeste des savants « atomiques » arrive curieusement à temps...

Coincidence, dira-t-on. Peut-être? En tout cas, coïncidence heureuse!

Sur le plan local, on peut estimer que les forces s'équilibrent à peu près. Car si les Occidentaux ont à faire face au drame du ravitaillement des Berlinois de leurs secteurs, aux panes de souffrant, au manque d'eau, les Russes souffrent de l'arrêt des livraisons de charbon et de l'échec total de leur réforme monétaire.

A l'Orient et à l'Occident s'étendent les masses de manœuvre, les forces économiques et militaires des deux impérialismes et Berlin n'est que le lieu de rencontre des avant-postes respectifs.

Il s'agit de savoir qui sera acculé définitivement.

Et quel sera celui des deux partenaires qui devra s'avouer vaincu, et subir les exigences.

Nous ne pensons pas que la guerre puisse surgir de cette affaire, bien qu'elle ait souvent éclaté pour des questions de prestige et de panache qui sont la raison d'être des dangereux généraux-diplomates.

Les Russes, croit-on à Londres, ne veulent pas la guerre. Ils jouent simplement serré, pour être en bonne position lors du véritable règlement à quatre.

Tirant les conclusions logiques de ce point de vue, les Occidentaux font de même. C'est pourquoi la situation est figée et son évolution difficile.

La balance, pourtant, finira bien par pencher d'un côté ou de l'autre.

Peu nous importe quel en sera le bénéficiaire. Les peuples, comme toujours, ne retireront rien d'autre de ces tractations qu'une misère plus grande et une exploitation encore perfectionnée.

ERIC ALBERT.